

JDJ

LE JOURNAL DU JEUDI - N°57- DU 06 JUIN AU 13 JUIN 2019



**MACKY SALL ET
L'OPPOSITION RADICALE**

LA GUERRE TOTALE !

**AFFAIRE BBC
ALIOU SALL, S'EST-IL
« KARIMISÉ » ?**



Allez à Gawlo.net & cliquez pour télécharger !

GAWLO PRESSE



Nous marchons avec l'actualité !

POLITIQUE - CULTURE - SOCIÉTÉ - PEOPLE

Contacts

33 827 33 31 - 77 503 00 10 - 77 299 49 60

OPPOSITION RADICALE VS MACKY SALL : LA GUERRE TOTALE !

Au lendemain du rassemblement au palais présidentiel le 28 mai dernier consacrant le démarrage du dialogue national, certains leaders de l'opposition, absents lors de ces rencontres, n'ont pas mâché les mots pour crucifier l'initiateur du dialogue en l'occurrence Macky Sall. Parmi les contempteurs de ce dialogue national, on note Ousmane Sonko, leader de Pastef, Barthélémy Dias, bras droit de Khalifa Sall, Cheikh Bamba Dièye, leader du FCD/BJ, les leaders du Congrès de la Renaissance démocratique (Crd) que sont Mamadou Lamine Diallo, Abdoul Mbaye, Thierno Alassane Sall et le juge Ibrahima Hamidou Dème. Il faut noter que le PDS continue d'exprimer son boycott du dialogue même si Oumar Sarr le secrétaire général national adjoint a pris part à cette rencontre du 28 mai dernier.



Si le Front national de résistance (FNR) dirigé par Mamadou Diop Decroix approuve ces assises qui vont discuter et délibérer sur le processus, les leaders de l'opposition citée supra n'ont aucun espoir de l'issue de ce dialogue politique que dirige le général Mamadou Niang. Aujourd'hui Macky Sall se trouve en face d'une opposition reconfigurée et qui se radicalise de plus en plus. Le premier à sonner la charge est Ousmane Sonko, le patriote en chef. Il a déclaré sans ambages que « Macky Sall après avoir échoué sur sa politique de réduire l'opposition à sa plus petite expression, adopte la stratégie de dialogue qui a un seul but, de tromper le peuple ». Pour lui, « il n'y a pas de catastrophe qui justifie l'organisation du dialogue national » et qu'il ne comprend pas pourquoi « un président élu avec plus de 58% a besoin d'organiser un tel dialogue aux allures de conférence nationale ». Et Sonko de conclure que « lui et son entourage participeront « au dialogue avec le peuple qui souffre de l'incompétence, du manque de patriotisme et de probité d'une élite politique au lieu de perdre du temps avec ce dialogue qui est un cirque ».

Même son de cloche du côté de Cheikh Bamba Dièye, Secrétaire général du Fsd/BJ qui déclare : « Nos priorités ne sont pas seulement dans la recherche d'un modus operandi pour calmer les velléités protestataires des uns et des autres. Elles se trouvent au niveau du droit du citoyen à avoir un travail décent, de son droit à accéder au mieux-être, à la protection de sa personne et de ses biens, à vivre en sécurité. Voilà pourquoi, tout en restant attentifs aux moindres sollicitations du peuple sénégalais à qui nous vouons de manière absolue notre combat, nous ne participerons pas, malgré le respect que nous avons pour chaque acteur de la vie nationale, à cette duperie appelée pompeusement, dialogue national ».

Et l'ex-maire de Saint-Louis d'accuser : « Le dialogue, aussi intéressant soit-il, a besoin, pour être efficace, d'intervenir dans un environ où la loi, et seulement la loi, au-dessus de tous s'applique à tout le monde. Si la volonté de partir d'un consensus et d'être inclusive était de mise, les conclusions des Assises ne seraient pas jetées aux orties par ses propres initiateurs, majoritaires aujourd'hui dans Bennoo Bokk Yaakaar (Bby) ».

Et Bamba Dièye d'avertir : « Il ne faut pas que le choix de personnalités au-dessus de tout soupçon pour piloter le supposé dialogue national soit l'arbre qui cache la forêt. Ce n'est que du saupoudrage. Il faudra aller au-delà de cet écran de fumée pour comprendre qu'il ne s'agit, ni plus ni moins pour le pouvoir que de réaménager avec l'assentiment d'une partie de la classe politique le calendrier électoral pour offrir à Macky Sall des années de pouvoir sans compétitions électorales ».

Dans ce pilonnage massif, Barthélémy Dias, le lieutenant Khalifa Sall n'est pas en reste. Il assène : « Nous ne dialoguerons pas tant que la prise d'otage exercée sur Khalifa Sall n'aura pas cessé... Dans une République moderne, civilisée et démocratique, il y a toujours un pouvoir et une opposition... Ceux qui prétendent avoir été élus pour gouverner n'ont qu'à gouverner. Et que ceux qui ont pris l'engagement devant le peuple souverain de s'opposer par des actes démocratiques et républicains aient l'honnêteté intellectuelle d'assumer leur choix ».

Il s'en prend amèrement au Président Macky Sall qu'il accuse de maintenir en prison son mentor comme un prisonnier politique : « Aujourd'hui, le président de la République Macky Sall se permet de dire qu'une fois que la justice aura terminé son travail, il verra ce qu'il peut éventuellement faire en tant qu'acte de bonté envers Khalifa Sall. Je voudrais, avec fermeté, dire que Khalifa Sall n'est demandeur d'absolument de rien du tout, parce qu'il est victime d'une injustice notoire ».

Aux membres du Front national de résistance (FNR) qui ont répondu au dialogue, il leur fait savoir : « Je voudrais leur dire que l'homme qu'ils ont trouvé au Palais est un homme méchant, arrogant et de détails. Un homme qui, aujourd'hui, doit être combattu pour l'intérêt général. C'est de cela qu'il s'agit ». Et Dias de pester : « Nous refusons de participer à cette mascarade. Nous exigeons la libération de Khalifa Sall, le retour de Karim Wade et l'arrêt de ces complots, mensonges et mascarades ».

Dans cette kyrielle de philippiques destinées au Président Sall, son ancien ministre de l'Energie, Thierno Alassane Sall (TAS), n'a pas manqué d'y ajouter les siennes : « Je ne suis pas pour un dialogue qui permet de faire sortir du trou dans lequel Macky Sall a plongé le

Sénégal. Ce dialogue national lancé la semaine dernière ne peut pas produire un miracle au Sénégal. D'autant plus l'Alliance pour la République n'a pas la mentalité de dialogue ». Selon Thierno Alassane Sall « Macky Sall a cassé le code de 1992, organisé un référendum, changé la Constitution pour faire introduire le parrainage... »

Après avoir fait un sévère réquisitoire de la gestion de Macky Sall qui a mis le Sénégal dans une situation calamiteuse, TAS précise que « le Sénégal tend vers un ajustement structurel car la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont demandé une réforme économique très profonde et ont obtenu l'engagement de Macky Sall dans ce sens. Ce denier a promis d'attendre après la présidentielle 2019, une fois réélu il va tout mettre en œuvre pour instaurer un climat politique et social apaisé avant de procéder à cette réforme économique ».

Le Congrès de la Renaissance démocratique (Crd), qui regroupe les leaders Mamadou Lamine Diallo, Abdoul Mbaye, Thierno Alassane Sall, le juge Ibrahima Hamidou Dème, considère que « ce dialogue est une autre grotesque mascarade ». Pour eux, « ce dialogue pourrait donc ressembler, à n'en point douter, à ceux qui furent organisés par Macky Sall en 2016, puis en 2018, manquant de sérieux, rassemblant des laudateurs en tout genre et transformant l'opposition en faire-valoir pour des décisions déjà prises et qui seront imposées à la classe politique et à l'ensemble du peuple sénégalais ».

Tout cela pour dire que Macky Sall, malgré les dispositions apparentes qu'il affiche pour dialoguer avec tous les secteurs sans exception, se heurte au radicalisme de cette frange de l'opposition échaudée et dégoûtée par les revirements et le manque de sincérité du chef de la majorité. Et aujourd'hui, le scandale du pétrole qui éclabousse Aliou Sall, frangin de Macky, constitue une excellente opportunité pour fusiller le Président qui semble déjà vouloir se laver à grande eau. On pensait que la victoire de Macky à la dernière présidentielle allait être un moment opportun pour fumer le calumet de la paix entre lui et cette opposition radicale. Que nenni ! La hache de guerre n'a jamais été enterrée.

Mark Senghor

EN HAUSSE

Sadio Mané

Une première récompense individuelle pour Sadio Mané. Il a remporté le Onze d'Or 2019 du meilleur joueur ! Il est ainsi le premier joueur africain à remporter cette distinction depuis Drogba en 2004. « Cette année, près de 200 000 personnes ont voté pour le « Onze d'Or 2019 ». En tête de bout en bout, Sadio Mané a terminé devant Lionel Messi et Kylian Mbappé. Auteur d'une saison exceptionnelle, l'international sénégalais a logiquement été récompensé par les lecteurs d'Onze Mondial », a expliqué le magazine spécialisé en football dans son site. Vainqueur de la Ligue des Champions, meilleur buteur de la Premier League, Sadio a vécu la meilleure saison de sa carrière.

Me Alioune Badara Cissé

Le médiateur de la République, Me Alioune Badara Cissé était dans les rangs dans la prière collective à Massalikoul Djinane, lors de la célébration de l'Aïd al-Fitr, marquant la fin du mois de Ramadan. Interrogé, ABC a confirmé avoir pris des dispositions pour faire libérer Khalifa Sall... C'est tout ce qu'on peut attendre d'un médiateur. Rendre à Khalifa Sall sa famille, ne serait que réparer une injustice.

L'imam Thierno Seydou Nourou Mountaga Tall

L'imam Thierno Seydou Nourou Mountaga Tall de la mosquée omarienne s'est inspiré de l'actualité pour son sermon à l'occasion de la fête de l'Aïd-el-fitr. Il y a abordé les accidents de la circulation, les viols et autres violences et agressions tout comme le dialogue national. Pour l'imam, la question des accidents doit être traitée avec « courage et détermination » eu égard au nombre de victimes dénombrées ces derniers temps. Lui, il est imam de son temps.

EN BAISSÉ

Imam Alioune Moussa Samb

L'imam de la Grande mosquée de Dakar, Alioune Moussa Samb, veut que la mairie de la capitale sénégalaise soit dirigée par un dakarois de souche, invitant le président de la République à aider la communauté léboue à faire face à la spéculation foncière. « Dakar doit avoir un maire dakarois. Paris aux Parisiens. Dakar aux Dakarois », a-t-il lancé en wolof lors de son sermon à l'occasion de la prière de l'aïd-el-fitr ou Korité, marquant la fin du jeûne musulman. Mais on est où là ? Cet imam est à recadrer au plus vite.

Aliou Sall

Les réactions (pétition, sorties d'hommes politiques et appels de la société civile) fusent depuis la diffusion du reportage de la BBC intitulé « Un scandale à 10 milliards de dollar » et réalisé par la journaliste Mayeni Jones. Mais, selon des sources dignes de foi, « Aliou Sall a dit à ses proches, à propos des appels l'invitant à rendre le tablier pour se mettre à la disposition de la justice, qu'il ne démissionne pas, ne démissionnera pas et n'envisage pas de démissionner ». C'est manquer de courage !

Musulmans Sénégalais

Une grande partie de la communauté musulmane a célébré mercredi, l'Aïd el Fitr ou Korité, la fête commémorant la fin du ramadan. Mardi une autre partie avait décidé de rompre le jeun. Une habitude bien sénégalaise qu'un grand chef religieux avait considéré comme une honte. Il est temps de se pencher sur ce problème qui reste un lourd tribut économique

DIOURBEL :

LES IMAMS CONTRE LES DÉBATS RELIGIEUX INUTILES

Les plateaux de télévision entre des chefs religieux n'apportent rien à la population sénégalaise. C'est la conviction de l'imam Serigne Habib Kandji qui dirigeait mercredi, la prière des deux rakats de l'Aïd el-Fitr ou Korité, marquant la fin du mois béni du Ramadan. Selon lui, alors que « les réseaux sociaux risquent de plonger le pays dans le chaos », les plateaux (religieux) des télévisions laissent à désirer. « Ils ne font que des tables rondes qui n'apportent rien; il faut que les débats soient orientés dans la promotion de la religion et du développement social. Il ne faut pas que chacun tire de son côté. Si les autorités ne prennent pas cette problématique en charge, on risque d'avoir un conflit entre les mourides et les tidianes. Chacun s'accroche à sa confrérie puisque, c'est une affaire de foi. »

Il a auparavant appelé les fidèles à un changement de comportement. La preuve il y a des séries de violence qui sont notées dans le pays mais également de nombreux cas d'accidents de la circulation sont liés à l'indiscipline des conducteurs. « Auparavant ces chauffeurs étaient très disciplinés et respectueux (du Code de la route, ndlr). Dans les différentes gares routières il n'y a que des enfants qui conduisent. C'est pourquoi, dira-t-il, les accidents de la circulation sont devenus monnaie courante. » A la grande mosquée de Médinatoul, c'est Tafsir Serigne Matar Diop, qui a dirigé la prière des deux rakats, en présence de Serigne Fallou Bassirou. Ce dernier, dans son prêche, a demandé aux fidèles de prier pour le Khalife général des mourides afin que ses projets puissent réussir. Il a également rappelé la mission de l'homme sur terre qui est d'adorer Dieu. La fin du Ramadan ne doit pas être une raison pour tourner le dos aux actions de bienfaisance, a-t-il conclu.

Aliou Sall s'est-il «karimisé» ?

Le reportage effectué par la chaîne médiatique BBC sur l'affaire Pétrotim impliquant Aliou Sall, frère du chef de l'Etat, et Frank Timis a fait l'effet d'une bombe dans l'espace gouvernemental. La chaîne britannique accuse l'actuel maire de Guédiawaye et patron de la Caisse de dépôt et de consignation (CDC) d'avoir bénéficié de pots-de-vin dans l'attribution de blocs pétroliers. Et la présence d'Aliou Sall dans l'administration publique et dans plusieurs affaires privées fait penser à la même situation dans laquelle se trouvait Karim Wade sous le magistère de son père. D'ailleurs ces connexions dangereuses entre le privé et le public ont valu à Karim Wade une traduction devant un tribunal d'exception, la CREI (Cour de répression de l'enrichissement illicite). On penserait à la même situation en cas de perte de pouvoir du Président Macky Sall puisqu'il est avéré que sous l'actuel régime, aucun procureur n'aura le toupet d'ouvrir une information judiciaire concernant Aliou Sall.

Tout le monde sait que si le Président Abdoulaye Wade a perdu le pouvoir en 2012, c'est dû en très grande partie à son projet de dévolution monarchique et aux méga-pouvoirs dont bénéficiait son fils Karim Wade. En effet l'omnipotence et l'omniprésence de Karim Wade dans tous les secteurs de la vie économique laissaient croire un être surdoué aux capacités managériales incomparables et inégalables sur terre. L'alors patron de la Génération du concret s'était retrouvé au cœur de la sphère étatique avec des centaines de milliards à gérer.

KARIM WADE, LE SURHOMME

En mars 2009, son père a voulu l'introniser à la tête de la mairie de Dakar. Pape Diop, malgré un bon bilan, n'aura pas eu l'onction du Président Wade pour rempiler à la tête de la municipalité de la capitale. Malheureusement pour lui Khalifa Sall sera plébiscité par les Dakarais. Ne démodant jamais de voir son fils jouer les premiers rôles au sein de l'Etat, Abdoulaye Wade le nomma à des postes stratégiques : au ministère de la Coopération internationale, des Transports aériens, des Infrastructures, de l'Aménagement du territoire et de l'Énergie. C'est cette flopée de ministères entre les mains d'un seul individu qui ont valu pompeusement à Karim Wade le sobriquet de « ministre du Ciel et de la Terre ».

Rien que pour organiser la Conférence islamique, en mars 2008, plus de 205 milliards auraient été dépensés dans la plus grande opacité par le président de l'Anoci que fut Karim Wade. C'est ainsi que le plan Takkal qu'il a initié pour améliorer la fourniture en électricité des ménages et entreprises a mobilisé un financement de 650 milliards de F CFA. Ce qui était surtout dénoncé dans l'exécution de ce fameux plan Takkal, c'est « le leundeum-leundeum » (traduisez totale opacité) dans la passation des marchés afférents. Pour permettre à Karim de passer ses marchés de gré à gré, son Président de père a modifié l'article 3 du code des marchés publics par un décret, sans en avertir l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP). L'acquisition du combustible, et la maintenance d'installations destinées à produire de l'énergie électrique échappaient ainsi aux rigueurs du code des marchés publics. Et en six mois, des marchés de gré à gré d'achat de produits pétroliers pour un montant de 115 milliards F CFA ont été passés.

A cela s'ajoute la construction du nouvel aéroport Blaise Diagne et de l'autoroute à péage. Les condi-



tions du montage financier de ces deux infrastructures demeurent littéralement nébuleuses à ce jour. Parallèlement le fils du Président est accusé d'avoir reçu 13 milliards du Qatar pour le compte de son père dans l'optique de parrainer la chute du président libyen Mouammar Kadhafi.

Autant de choses cumulées qui ont par la suite créé un effet repoussoir chez la plupart des Sénégalais. C'est d'ailleurs partant de cette patrimonialisation du pouvoir et la tentative de dévolution monarchique du pouvoir que tous les opposants du Président Wade à la présidentielle de 2012 ont accordé dans leur programme de campagne une place primordiale sur l'exclusion de la famille du Président dans les affaires de l'Etat. Par ailleurs, la Charte de bonne gouvernance des Assises nationales dont Macky est signataire stipule à cet effet qu'« aucun membre de la famille du président de la République (ascendant, descendant et allié au premier degré, conjoint) ne peut lui succéder directement ».

D'ailleurs, interrogé par Marwane Ben Yahmed, directeur de publication de Jeune Afrique, sur l'implication des familles présidentielles africaines dans la gestion des affaires publiques, le Président Sall répondait ceci : « Je ne mêle jamais ma famille à la gestion du pays. Si mon frère a été amené à être cité dans des affaires de sociétés privées, c'est parce que je lui avais justement indiqué très clairement, dès ma prise de fonctions, qu'il ne bénéficierait jamais de ma part d'un décret de nomination, notamment en raison de l'histoire récente du Sénégal (Wade père et fils) et parce que je ne voulais pas être accusé de népotisme ». Mais la realpolitik aura démontré le contraire.

ALIOU SALL, LE GRAND CUMULARD

Autre temps autres mœurs ! Le journaliste Aliou Sall, sous la deuxième alternance, est élu maire de Guédiawaye (un endroit où il n'a jamais résidé), élu président de l'Association des maires du Sénégal (AMS), avant d'être nommé directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) grâce à l'influence et au décret de son frère de président de la République. Beaucoup de Sénégalais n'ont pas manqué de comparer Aliou Sall à Karim Wade avec toutes les responsabilités à sa charge. Si le plan Takkal échappait au contrôle de l'ARMP par l'effet d'un décret, il en est de même pour la CDC dirigée par Aliou Sall qui, grâce à la loi n°2017-32 du 15 juin 2017 fixant ses règles d'organisation et de fonctionnement, n'est pas soumise au contrôle de l'Autorité de régulation des marchés publics.

Il faut rappeler que l'Assemblée a adopté, en procédure d'urgence, la loi n°2017-32 du 15 juin 2017 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignation. L'alinéa 1 de l'article 34 de ladite loi extirpe la CDC du champ du Code des marchés publics. Et cela est intervenu à trois mois de la nomination d'Aliou Sall à la tête de la CDC. Comme si on lui balisait le terrain du gré à gré.

L'affaire Pétrotim dont le frère du président de la République Aliou Sall était le « gérant », constitue l'une des taches noires de la gouvernance mackyste. En juin 2012, le président de la République a signé un décret pour accorder 90 % à la société de son frangin Pétrotim, et la portion congrue de 10 % à l'État du Sénégal. Mais il se trouve que l'inconnue dans cette concession pour la fouille et la recherche pétrolière demeure le ticket d'entrée donné par Aliou Sall pour obtenir ces 90%. Rappelons que le ticket d'entrée représente l'ensemble des frais, coûts et investissement nécessaire qu'une société doit engager pour s'introduire sur un marché. Or il est de notoriété publique que non seulement Pétrotim Sénégal n'a rien versé pour le ticket d'entrée mais, sans effectuer une seule once de recherche, il a cédé ses 90%, par le biais de la société-mère Pétrotim Limited, à Timis Corporation à un prix qui demeure encore un mystère. Le fisc du Sénégal a perdu dans cette double transaction plusieurs dizaines de milliards. Mais à y voir de près, Pétrotim Sénégal, Pétrotim Limited et Timis Corporation appartiennent à une même personne à savoir le milliardaire Frank Timis. Ce dernier a vendu 60% à Kosmos Energy, société d'exploration et de production pétrolière et gazière à hauteur de 200 milliards, en conservant les 30%. Là aussi, rien sur la part due au Trésor sénégalais. Seuls Timis et Aliou en sont les bénéficiaires.

Indépendamment de ces responsabilités sus-évoquées, le frère du Président Sall est aussi Administrateur de la Banque de Dakar (Bdk) et président de l'Assemblée générale de l'Agence de développement municipale (Adm). Aujourd'hui on réclame son départ de la tête de l'AMS pour éviter les conflits d'intérêts mais le frère du président Sall dit à qui veut l'entendre qu'il restera à la tête de cette structure jusqu'à la fin de son mandat, point barre (sic) !

Ce conflit d'intérêt est réel avec la compagnie aérienne créée en juin 2012 par Aliou Sall et le médecin Patrick Corréa. D'ailleurs le journal Dakartimes souligne qu'« en créant cette compagnie, l'actuel directeur général de la caisse de dépôt et de consignation (CDC), et en même temps gérant de Pétro Tim, espérait gagner les marchés de transports de produits et de personnels des villes sénégalaises vers les plateformes en haute-mer. Cette société aérienne a été créée au moment où l'Etat du Sénégal n'avait pas une compagnie nationale. Ce qui constitue un réel conflit d'intérêt, dans la mesure où les marchés qu'il gagnerait lui seraient octroyés par pur favoritisme ».

Il est manifeste que le journaliste Aliou Sall n'aurait jamais été en six ans au-devant de la scène et cumulé la fonction de maire de Guédiawaye, la présidence de l'AMS, la gérance de Pétrotim Sénégal, la direction générale de la CDC, l'administration de la Banque de Dakar (Bdk), la présidence de l'Assemblée générale de l'Agence de développement municipale (Adm) et la propriété d'une compagnie aérienne si son frère Macky Sall n'était pas élu président de la République du Sénégal. Aujourd'hui les Sénégalais, détestant viscéralement la patrimonialisation du pouvoir, éprouvent les mêmes sentiments répulsifs à l'endroit d'Aliou Sall que ceux à l'endroit de Karim Wade entre 2004 et 2012.

Mark Senghor

AFFAIRE DU SCANDALE DU PÉTROLE ET GAZ:

Aliou Sall plaide non coupable et brandit une plainte



Après le tumulte suscité, il y a quelques années, par les révélations sur l'implication dans les affaires Petrotim d'Aliou Sall, frère de l'actuel président de la République, les Sénégalais avaient comme qui dirait, oublié cette affaire. Mais, lundi dernier, la chaîne britannique BBC en a remis une couche, en l'accusant d'avoir reçu 1,5 million de dollars dans le cadre de l'exploitation du pétrole et du gaz. Aliou Sall ne compte pas rester les bras croisés face aux accusations de BBC. Aussi, promet-il que la justice sera saisie pour diffamation et diffusion de fausses nouvelles.

Comme il fallait s'y attendre, quelques heures après le documentaire de BBC qui a fait le tour de la toile, Aliou Sall a fait face à la presse pour, dit-il, éclairer la lanterne des Sénégalais sur le scandale présumé du pétrole et du gaz portant sur 250 000 dollars, soit 1,5 million de dollars de F Cfa. "Dans ce documentaire, BBC a porté, gravement, atteinte à ma personne", s'est, d'emblée, indigné le directeur général de la Caisse des dépôts et de consignation du Sénégal, qui a, d'ailleurs, annoncé que la justice sera saisie aussi bien au Sénégal qu'au niveau international, par le biais du Cabinet de Londres.

Aliou Sall souligne: "Lors de la préparation de cette émission, j'ai apporté des réponses très claires à la BBC et à l'équipe de panorama, par le biais de mes avocats, mais je constate que la BBC n'a pas voulu tenir compte de mes réponses".

Et croyant dur comme fer que la seule intention du journaliste était de nuire sa personne, il ajoute: "Ce documentaire a donné la parole à l'opposition radicale représentée par Abdoul Mbaye et Mamadou Lamine Diallo. Je sais qu'Ousmane Sonko et Thierno Alassane Sall n'ont pas encore parlé, mais ils vont certainement prendre le relais.

Aucun expert sénégalais, aucun membre de la société civile sénégalaise n'a été contacté par BBC et ceci en dit long sur les intentions de ceux qui ont fait ce documentaire".

Pire, à côté de ces membres de l'opposition, poursuit le maire de Guédiawaye visiblement dans tous ses états, "BBC a interrogé d'anciens collaborateurs de Frank Timis qui sont en conflit ouvert avec l'entreprise".

SUR SA SUPPOSÉE IMPLICATION DANS LE RACHAT DES ACTIONS DE FRANCK TIMIS PAR BP, ALIOU SALL BOTTE EN TOUCHE ET APORTE DES PRÉCISIONS SUR SON SALAIRE.

Sur le rachat des actions de Franck Timis par le géant britannique BP, le frère du Président Macky Sall nie être mêlé de quelque manière que ce soit. "Selon le documentaire, le rachat s'élèverait à 250 millions de dollars. Je précise que je ne suis pas au courant d'une telle transaction. Je n'ai jamais rencontré un seul responsable de British Petroleum".

Sur son salaire, loin de nier son existence, il dira que son salaire a été "injustement révélé par BBC, car il s'agit d'un contrat privé; donc, confidentiel, n'est en rien illégal. J'avais des collègues, qui, dans la même entreprise, percevaient le même salaire que moi et d'autres qui en avaient plus ou moins. Mon salaire est totalement conforme à la pratique, dans le domaine du pétrole et du gaz".

Concernant le pot-de-vin présumé qu'il aurait reçu, il a tout battu en brèche. "Je n'ai jamais reçu, directement ou indirectement, un quelconque paiement de la part de Timis Corporation, à travers Agitrans". Poursuivant son propos, l'actuel directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations apporte des précisions sur l'entreprise qui a été citée dans le reportage.

"Agitans est une Société, qui existe, depuis 2011, et qui a été créée comme toute autre entreprise. Il n'y a, donc, aucunement une volonté de cacher son existence. Elle n'est plus active, depuis que je travaille pour le Gouvernement. Les affirmations de BBC sont totalement fausses et mes conseils donneront une suite à cet événement".

POUR ÉDIFIER LES SÉNÉGALAIS, ALIOU SALL DIT ÊTRE PRÊT À RÉPONDRE À UNE COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE TOUT EN SAISSANT LA JUSTICE.

Visiblement très atteint par les révélations de BBC, Aliou Sall a raillé les personnes qui ont été approchées par la Chaîne britannique en les qualifiant "d'opposants radicaux". Et pour faire plus sérieux, le maire de Guédiawaye menace de toutes les foudres BBC qui aurait fait un travail très partial. Il annonce de poursuites aussi bien au Sénégal qu'à l'international, pour laver son honneur, dit-il.

Et prouvant le respect qu'il doit aux Sénégalais, le patron de la Caisse des dépôts et consignations du Sénégal se dit prêt à répondre à une Commission d'enquête parlementaire. D'ailleurs, il encourage les députés à en créer pour permettre aux Sénégalais d'être, véritablement, édifiés sur les tenants et aboutissants de cette affaire, qui n'a que trop duré.

Gawlo.net (SourceA)

LES DESSOUS D'UN SCANDALE RÉVÉLÉ PAR LA BBC :

"L'ENQUÊTE A DURÉ UN AN"

«J'ai enquêté pendant un an...», explique Mayeni Jones, journaliste de la BBC dans le journal L'Observateur du jour. Celle qui a provoqué une secousse tellurique au Sénégal et mis à nu des malversations et des pratiques de corruption dans le domaine du pétrole et du gaz s'exprime en toute liberté dans L'OBS.

«La Bbc a offert à plusieurs reprises l'occasion à Aliou Sall et Timis de s'exprimer, mais ils ont refusé», déclare Mayeni Jones, journaliste de la BBC. Alors qu'à l'issue de la prière de L'Eid El Fitr, le Président Macky Sall a dit ses quatre vérités à des ennemis tapis dans l'ombre. «Je ne suis pas un dirigeant qui courbe l'échine devant des forces occultes tapies au Sénégal ou à l'étranger»

Gawlo.net (avec L'Obs)

Aliou Sall invité à démissionner de la CDC



Jacques Abib Sy est formel ! Aliou Sall ne devrait plus continuer à présider aux destinées de la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Interpellé par non confrères de la Rfm et repris par le site Pressafrik, sur l'enquête réalisée par la Bbc, le spécialiste en politique publique, a souligné qu'Aliou Sall doit démissionner de son poste de Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, le temps d'éclaircir les accusations contenues dans l'enquête de la BBC.

«Nous sommes dans une sorte de nébuleuse. Le problème, c'est qu'on ne devrait pas arriver à ce niveau de conflit d'intérêts. Un président de la République n'a pas à nommer son propre frère à des postes aussi importants», a dénoncé Jacques Abib Sy avant d'appeler le maire de Guediawaye à rendre le tablier de son poste de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations. Loin de s'en tenir là, le spécialiste en politique publique a également invité le chef de l'État, qui selon lui, «a commis l'erreur de nommer son frère» a publié tous les contrats et autres pièces relatives à ces transactions. «Il faudrait qu'il (président Sall) apporte des éclaircissements. Il faut simplement sortir tous ces contrats-là et les rendre publics. C'est ça qu'il faudrait faire pour éviter toute controverse.

Pour planifier le débat, il faudrait que toutes les pièces relatives aux transactions concernant la vente, etc., soient publiées. Les contrats qui ont été publiés sur le site de l'État, ne sont pas très clairs. Ils ne comportent pas des clauses de confidentialité. Cela est un très grand problème».

Thierno Bocoum rappelle le long combat mené par des compatriotes sur l'affaire Petro-Tim



Il se réjouit du travail de la Bbc, mais Thierno Bocoum n'est guère emballé. Pour lui, nous n'avions pas besoin des «éclairages» du média britannique pour comprendre que cette affaire Petro-Tim est « l'un des plus grands scandales de l'histoire de notre pays». En ce sens, il rappelle «le déploiement de compatriotes» qui ont mené «un combat rude de tous les jours». Pour lui, «des épisodes d'un film de dénonciation se sont déroulés sous nos yeux», joués par des acteurs comme le «député au front» Mamadou Lamine Diallo, le journaliste Baba Aïdara, l'opposant Ousmane Sonko qui a consacré un livre sur le secteur, l'ancien ministre de l'Énergie Thierno Alassane Sall et ses dénonciations, après sa démission, l'ancien Premier ministre Abdoul Mbaye

et sa saisine du procureur... Et pour a preuve de ce combat longtemps mené, Thierno Bocoum rappelle au souvenir de ses compatriotes «cette plainte de Frank Timis contre une liste d'opposants» et d'autres citoyens, dont ceux cités plus haut. Considérant que cette affaire ne pouvait pas être digérée aussi facilement, il se désole que « le chemin de la justice soit obstrué», car l'État et le procureur, qui devaient diligenter des quêtes, «ferment les yeux». Et qu'il craint qu'on ne surfe encore sur la vague de la sensation et passe à autre chose dès le lendemain, encourageant ainsi le gouvernants à ne jamais hésiter à enfourcher le cheval de corruption et du népotisme, sans coup férir.

Gawlo.net (avec Les Echos)

L'accusation qui a fait sortir du bois le frère du Président

L'accusation est grosse. Aliou Sall, frère du président de la République, Macky Sall, cité dans une affaire de corruption. Le "scandale" a été découvert par la chaîne britannique BBC. Dans une vidéo d'investigation de près de 30 minutes, publiée le dimanche dernier, tard dans la soirée et intitulée "Le scandale énergétique de 10 millions de Dollars", Aliou Sall est accusé d'avoir servi de relai dans un scandale de corruption impliquant Franck Timis et la compagnie britannique de recherche, d'extraction, de raffinage et de vente de pétrole, British Petroleum (BP). Dans son enquête, BBC se base sur un suspect entre le géant de l'énergie, qui a acheté, pour un montant de 250 millions de Dollars (près de 150 milliards de FCfa), les parts de l'homme d'affaires Franck Timis, installé à Londres.

Cette transaction, portant sur un gisement de gaz au large des côtes sénégalaises en 2017, serait faite, selon des documents brandis par BBC Panorama et Africa Eye, après un versement de pots-de-vin entre 9 et 12 milliards de Dollars (près de 6 000 milliards de F Cfa) de redevances. La journaliste Mayeni Jones a révélé avoir un e-mail envoyé au Trust offshore de Franck Timis, dans lequel il est dit que des taxes sont dues au Gouvernement sénégalais. Et que Franck Timis voudrait 250 000 Dollars (146 millions FCfa) pour honorer le paiement. Une somme qui n'est pas destinée à l'État sénégalais, mais plutôt à la société privée Agritrans Sarl, qui appartiendrait à Aliou Sall, frère du Président Macky Sall.

Gawlo.net (avec L'Obs)

PÉTITION POUR LA DÉMISSION

D'ALIOU SALL

Dix mille signatures récoltées en 10 heures

Le «Think-Tank» africain Legs Africa a lancé une pétition pour «exiger» la démission d'Aliou Sall accusé d'avoir reçu ¼ million de dollars comme pot-de-vin, dans l'affaire Petro Tim. Selon Les Échos, plus de dix-mille personnes ont signé la pétition en 10 heures. Les initiateurs de la pétition demandent à l'Ofnac et au Procureur de s'autosaisir pour tirer cette affaire au clair. Le principal concerné, Aliou Sall, réfute toute idée de démission. «Que vais-je faire si je démissionne de mes fonctions», répondait-il à une question lors de sa conférence de presse.

DIFFUSION DU DOCUMENTAIRE «UN SCANDALE A DIX MILLIARDS DE DOLLARS» SUR LA BBC :

Le Sénégal livre sa vérité des faits

Le Ministre de l'Économie numérique et des télécommunications et porte-parole du Gouvernement a tenu mercredi 5 juin un point de presse pour apporter la «vérité du gouvernement» suite à la diffusion de l'enquête documentaire intitulée «Un scandale à dix milliards de dollars» par la chaîne de télévision Britannique BBC. Face aux journalistes, Ndèye Tické Ndiaye Diop accusant Bbc d'avoir produit un «reportage, manifestement tendancieux, ponctué de graves et fausses allégations sur la gouvernance des ressources pétrolières du Sénégal» a indiqué que le contrat signé entre l'État du Sénégal et Frank Timis sur les blocs appelés Saint-Louis offshore profond et Cayar offshore profond, a été conduit conformément au Code pétrolier du Sénégal.



Le gouvernement du Sénégal en ordre de bataille contre la chaîne de télévision Bbc. Deux jours après la diffusion de l'enquête documentaire intitulée «Un scandale à dix milliards de dollars» par la chaîne de télévision britannique, l'État du Sénégal est monté au créneau pour livrer sa vérité des faits. A cet effet, mercredi 5 juin à travers son porte-parole, il a démenti la Bbc. Face aux journalistes, le ministre Ndèye Tické Ndiaye Diop qui prenait ainsi la parole quelques heures, seulement, après la sortie du chef de l'État sur cette même affaire en marge de la prière de la Korité a d'emblée accusé la Bbc d'avoir produit un «reportage, manifestement tendancieux, est ponctué de graves et fausses allégations sur la gouvernance des ressources pétrolières du Sénégal».

«UN PARTI PRIS ET UNE INTENTION MANIFESTE DE NUIRE»

«Le reportage de Bbc est marqué par un parti pris et une intention manifeste de nuire. Le magazine Panorama consacré au Sénégal le 3 juin 2019, est un tissu de contrevérités destinées volontairement à manipuler l'opinion et jeter le discrédit sur le Gouvernement et l'État du Sénégal», a-t-elle dénoncé.

Poursuivant son propos, le ministre porte-parole du Gouvernement a toutefois tenu à préciser que le gouvernement n'a rien à se reprocher dans cette affaire. En effet, selon elle, contrairement à ce que Bbc a tenté de démontrer dans son enquête, «la procédure d'octroi des Licences de recherche signées entre l'État du Sénégal et Frank Timis sur les blocs appelés Saint-Louis offshore profond et Cayar offshore profond a été conduite conformément au Code pétrolier du Sénégal».

Loin de s'en tenir là, Mme Ndèye Tické Ndiaye Diop a également formellement contesté le montant de 10 milliards de dollars, avancé par cette enquête de la BBC comme représentant le manque à gagner de l'État sénégalais dans une transaction. «La Bbc avance, sans aucun fondement, le chiffre surréaliste de 10 milliards de dollars que l'État sénégalais aurait perdus dans une transaction entre deux compagnies privées, relative aux deux blocs précités. Ce chiffre est purement imaginaire. Il ne correspond à aucune réalité économique et financière du projet, encore moins à une quelconque perte de revenus futurs pour l'État du Sénégal» a-t-elle martelé.

WADE D'ABORD, MACKY ENSUITE

Par ailleurs, faisant un bref rappel de la chronologie de la procédure d'attribution dans le dossier PETRO-TIM LTD concernant les blocs Saint-Louis offshore profond et Cayar offshore profond, le ministre Ndèye Tické Ndiaye Diop a indiqué que les décrets attribuant à la société PETRO-TIM les permis de recherche et de partage de production sur les blocs Saint-Louis Offshore Profond et Cayar Offshore Profond sont l'œuvre du président Wade qui les a signés le 17 janvier 2012 et que le président Sall n'a fait que confirmer cette mesure comme le veut le principe de la continuité de l'État.

«A sa prise de fonction, le Président Macky Sall a trouvé dans les dossiers, en instance, deux décrets signés par son prédécesseur, non numérotés et non datés, portant approbation des Contrats de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbure conclus entre l'État du Sénégal d'une part, et d'autre part, PETROSEN et la société PETRO-TIM, pour les blocs Saint-Louis Offshore Profond et Cayar Offshore

Profond. Après deux mois de vérification et de contrôle de la conformité des procédures et des actes, les deux Décrets susmentionnés ont été signés par le Président Macky Sall». Précisant que ce dernier s'est engagé depuis 2012 dans une gouvernance des ressources pétrolières marquée par «un effort indéniable de transparence et de protection des intérêts du Sénégal», Ndèye Tické Ndiaye Diop n'a pas manqué de prévenir que «le Gouvernement de la République du Sénégal se réserve le droit de donner toute suite appropriée à ce dossier».

Gawlo.net (avec Sud Quotidien)

Le Garde des Sceaux "disculpe" Aliou Sall

Le ministre de la Justice, Garde de sceaux, Me Malick Sall, s'est prononcé sur l'enquête de la BBC incriminant Aliou Sall dans le contrat signé entre l'Etat du Sénégal et Frank Timis sur les blocs appelés Saint-Louis offshore profond et Cayar offshore profond.

S'exprimant mercredi 5 juin en marge de la prière de l'Aid-El-Fitr, à la mosquée de Mermoz, Me Malick Sall a estimé que le maire de Guediawaye et non moins, frère du président de la République «ne peut pas être mêlé à une histoire de corruption». «Je ne pense pas qu'un musulman comme Aliou Sall, revenant de La Mecque pour la Oumra, puisse se fourrer dans ces histoires de corruption», a-t-il déclaré.

Avant de s'empressement de préciser, «de toute façon, cette affaire ne me concerne point, car étant une affaire privée. Elle ne concerne que Aliou Sall et celui qui l'accuse». «D'ailleurs, le maire de Guédiawaye dit qu'il a déjà saisi la justice nationale et internationale. Il ne s'enfuit pas », a ajouté le Garde de sceaux. «Aliou Sall a dit que tout ce qui a été dit contre lui est faux. Il a nié les faits. Il a indiqué qu'il va saisir la justice sénégalaise et celle anglaise pour que cette affaire soit tirée au clair. Je suis convaincu que les juridictions feront le nécessaire pour que la vérité éclate dans cette affaire. Je ne suis pas concerné. Je ne suis pas un procureur encore moins un juge. Celui qui s'estime diffamé dans cette affaire a saisi la justice pour que la vérité éclate», a indiqué Me Sall.

Gawlo.net (avec Sud Quotidien)

AFFAIRE ALIOU SALL :

Le Congrès de la Renaissance démocratique interpelle le Procureur et l'Assemblée nationale

Une enquête indépendante et neutre de la BBC diffusée le 03 Juin 2019 apporte un éclairage nouveau sur le scandale inqualifiable que représente l'immixtion du « parrain » Frank Timis dans le secteur pétrolier sénégalais en complicité avec les plus hautes autorités du pays de 2012 à nos jours en particulier le Président de la République, Macky Sall.

CETTE ENQUÊTE CONFIRME QUE:

1. Frank Timis condamné par la justice et sans aucune compétence ni expérience dans le domaine des hydrocarbures a été introduit au Sénégal par des hommes de réseau proche du pouvoir de l'ancien Président Abdoulaye Wade et conforté par les services de Aliou Sall. Ce dernier, a selon la BBC reçu des paiements substantiels pour obtenir la signature de son frère, le Président de la République, Macky Sall.
2. Il ressort que la société Agritrans qui aurait reçu une partie de ces montants a pour gérant Abdoulaye Timbo, oncle de Macky et Aliou Sall. En définitive ces attributions privent le Sénégal sur les 40 prochaines années d'environ 6 000 milliards de francs Cfa.

3. Aly Ngouille Ndiaye a délibérément présenté au conseil des ministres un faux rapport pour établir les deux décrets qui ont permis l'entrée en vigueur des contrats.
4. Le Président de la République, Macky Sall a signé les décrets malgré l'opposition de l'Inspection Générale d'État qu'il avait lui-même chargé d'enquêter sur les conditions d'obtention par Frank Timis des permis entre les deux tours de la présidentielle de 2012.

En définitive, nous sommes en présence d'un cas manifeste d'association de malfaiteurs ou se mêlent corruption, concussion, et non transparence qui n'aurait jamais existé n'eût été l'implication directe et personnelle de Macky Sall, de Aly Ngouille Ndiaye et de hauts fonctionnaires de l'Etat. La responsabilité ultime de Macky Sall est flagrante.

DÈS LORS LE CONGRÈS DE LA RENAISSANCE DÉMOCRATIQUE, EN RAISON DES GRANDS TORTS CAUSÉS AU PEUPLE SÉNÉGALAIS ESTIME QUE :

1. Le procureur de la République doit engager les actions les plus immédiates pour dénouer les contrats frauduleux et générateurs de corruption et faire prendre



les sanctions les plus sévères envers les auteurs et complices de ce crime d'État.

2. L'Assemblée nationale doit en relation avec le procureur engager les mesures nécessaires pour présenter devant la haute cour de justice les responsables de ce crime d'État ;

Pour sa part, et au stade actuel de développement de ce scandale, sans précédent dans l'histoire du Sénégal, le CRD appelle à un large front de toutes les forces politiques et sociales du pays pour la récupération de ces énormes ressources détournées à titre privées au détriment des intérêts et des priorités du Sénégal.

Par ailleurs, le Congrès approuve la démarche du FDRS et la cohésion de l'opposition pour la reconstruction du Sénégal. Le CRD salue et approuve à cet égard les efforts des organisations socioprofessionnelles et des mouvements citoyens en lutte pour le respect de leurs droits légitimes et la satisfaction de leurs aspirations.

Gawlo.net (avec Kritik)

PRÉTENDU SCANDALE DU GAZ SÉNÉGALAIS :

Aliou Sall va-t-il démissionner pour faciliter l'enquête ?

Le directeur de la Caisse de dépôt et des consignations (CDC), Aliou Sall, n'a pas pris du temps pour enclencher une procédure judiciaire contre la chaîne anglaise BBC qui, dans une enquête, l'a placé au cœur d'un scandale dans l'octroi du gaz sénégalais. Seulement, le maire de Guédiawaye aurait dû démissionner pour faciliter la tâche au procureur interpellé pour s'autosaisir du dossier. Ce serait la meilleure façon pour le frangin du Chef de l'État d'aider son frère mais aussi de permettre une instruction sereine du dossier. Dans ce dossier, aussi bien le ministre de l'Intérieur Aly Ngouille Ndiaye que le président Sall sont cités pour avoir diligencé les signatures en toute connaissance de cause.

«Nous allons immédiatement et sans délai porter plainte contre BBC au niveau international et local pour qu'elle donne les preuves de ses allégations», a annoncé son avocat, Me Moustapha Dieng, qui parle de «procédure de diffamation», Me Dieng, qui précise que la plainte sera déposée aujourd'hui dit attendre vivement que justice soit rendue à Aliou Sall. Seulement voilà, pratiquement les mêmes accusations ont été portées par d'autres

opposants sénégalais, sans suite. Est-ce la raison qui a poussé le directeur de la CDC à parlé de complot politique orchestré ? En tout cas, si tel est le cas, la stratégie semble peu appropriée pour un dénouement de cette affaire qui a fait l'objet de publications et dénonciations depuis des années. L'affaire Frank Timis continue ainsi de poursuivre le régime du président Sall même si en l'état des choses, il est difficile de se faire une religion sur la réalité des faits. Pour autant, le principal mis en cause à l'occasion de faire basculer la procédure. En quoi faisant ? Mouillé comme étant le frère du chef de l'État, qui contre sa volonté a fini de le placer à des postes stratégiques, Aliou Sall a le loisir de démissionner de ses postes pour enlever une épine à l'État. Se décharger de toutes les fonctions pour se mettre à la disposition de la justice, afin de vider définitivement cette affaire, c'est le précieux aide qu'il peut apporter au camp du pouvoir, singulièrement à son frère qui n'a pas été blanchi dans ce dossier et sur qui mène toutes les attaques liées à la gestion vertueuse ou familiale du pouvoir.

Gawlo.net (avec Kritik)

Démission

Le dialogue était tellement bien parti qu'avec les effluves de gaz, les débats risquent de changer de tournure. Il faudra au Général Niang bien plus que de la baraka pour taire les querelles nées de cette affaire polluante de pots de vins. Frank Timis restera à jamais gravé dans la mémoire des Sénégalais. Pour éviter de donner raison à l'impertinent Sonko, au mal poli TAS ou simplement à l'énergé Abdoul Mbaye, du côté de Guédiawaye il faut être très regardant dans la démarche. A moins de transférer l'officine en charge de piloter cette affaire d'État carrément au Palais et attendre les instructions fermes, tout faux pas risque d'être fatal pour le boss de la CDC. Le plus intelligent et plus pragmatique pour le petit frère de Macky serait de se libérer pour faire face. Mais il faut une réelle grandeur pour cet exercice peu fréquent sous nos cieux. Déjà que la démission-reconduction est bien actée, il pourra même lorgner le Palais une fois blanchi.



Gawlo.net (avec Kritik)

AU-DELÀ DU DÉRAPAGE !

Jusque dans les années 80, il n'y avait pratiquement que les médias d'état, les organes de presse du groupe wal fadja et ceux du groupe Sud communication. A partir de 1982, on a assisté à une prolifération d'organes de presse, aussi bien au niveau de la presse écrite, des télévisions, des radios que de la presse en ligne. C'est à partir de ce moment aussi, que l'on a constaté l'apparition sur la scène médiatique, de nouveaux acteurs venus d'horizons divers.

Il faut le dire pour s'en désoler, la qualité des recrutements dans ce secteur était devenue de moins en moins conforme aux exigences des règles et principes déontologiques en vigueur dans ce noble métier de la presse. Le Sénégal comptait parmi les plus brillants journalistes et animateurs de radios d'Afrique francophone. Certains d'entre-eux rivalisaient avec les meilleurs acteurs de la presse aussi bien en France que dans le reste de l'Europe. Au niveau de la radio, des journalistes comme Ibrahima Deme, Djibril Ba, Guewane Niane, Ibrahima Mbengue, Ousmane Cisse Madamel, Tony stephen, Alé Ndao, Massamba Thiam, Gabriel jacques Gomis, Ousseynou Diop, Ndiaye Mody Guirandou, Mbaye sidy Mbaye, des animateurs de la trempe de Demba Dieng, Francis cheikna Ba, Nicole Sarr, El Hadj Mada Penda Seck ou Doudou Diop, un non voyant qui tenait en haleine des nuits entières les auditeurs de Radio Sénégal, El Hadj Mansour Mbaye, Ablay Naar Samb et son groupe, Margueritte Thiam. Des journalistes sportifs de la tempe de Alassane Ndiaye dit Allou, qui était adulé sur tout le continent africain, jusqu'aux rives du Congo, Pathé Fall Dieye, Ahmed Béchir Counta, Abdoul Majib Sène, et tant d'autres journalistes et animateurs de qualités professionnelles incontestables, qui me pardonneront de ne pas les citer ici. Au niveau de la presse écrite, il y avait aussi des ténors comme Bara Diouf, Mame less Dia, Aly Dioum, Serigne Aly Cisse du soleil.



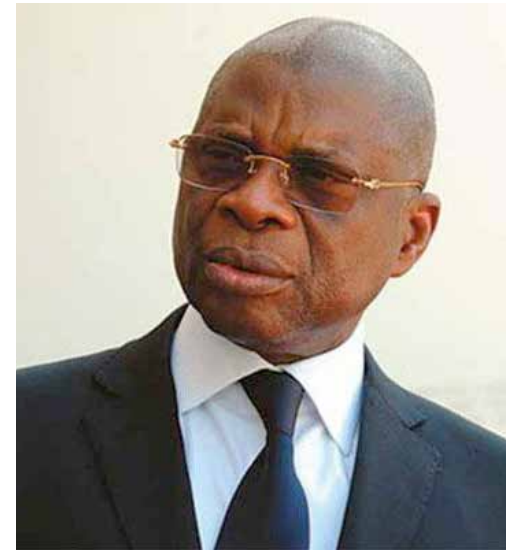
Plus tard on a connu une autre génération de brillants journalistes et animateurs de la trempe de Babacar Toure, Abdoulaye Ndiaga sylla, Adama Gaye, Mansour Sow, Djadji Touré, Ibrahima Gaye, Sokhna Dieng, Reine Marie Faye, Amadou Mbaye Loume, Cherif El valide Sèye, Momar seyni Ndiaye. Ces trois derniers nous ont hélas quittés prématurément. Mame less camara, Psk, Mamadou Kassé Malaye Diop, Pathé Mbodje, Mamadou Oumar Ndiaye, Sokhna Dieng, Chetifa, Elizabeth Ndiaye, font également partie des exemples à citer,

et bien évidemment, d'autres, tout aussi méritants parmi les anciens, comme au niveau de la jeune génération.

Le dénominateur commun de ces hommes et femmes de médias est qu'ils ont eu tous ou presque, un background sociologique, académique ou professionnel. Une expertise imbibée de leur culture, de leur tradition, de leur éducation mais aussi de leur niveau de formation dans des écoles reconnues et réputées. Ils avaient une claire conscience de tous les « dangers » liés à la prise de parole et à l'écriture destinées au monde d'ici et d'ailleurs. L'un d'entre eux m'a avoué un jour avoir eu beaucoup de remords, en écrivant sur une autorité, des informations qui étaient loin d'être fondées, sans avoir pris la précaution de les vérifier. Les enfants de la personne injustement incriminée sont restés plusieurs jours, refusant d'aller à l'école pour ne pas être la risée de leurs camarades. « J'ai eu le sentiment, avoua t'il humblement, d'avoir détruit toute une famille ». Depuis lors, il dit prendre énormément de précaution avant de livrer une information sur une personne. Un de nos brillants professeurs de journalisme dont j'ai cité le nom plus haut, ne disait-il pas à ses étudiants : « A chaque fois que vous aurez fini de rédiger un article, remplacez tous les noms que vous avez cités par ceux de personnes qui vous sont proches, et vous aurez une idée de l'effet que cela peut provoquer chez les individus concernés par l'article ». Quel bel exemple d'éthique et de déontologie que de recommander un tel exercice à ses étudiants ! Non ! Loin de nous la nostalgie du royaume d'enfance. Car il faut bien en convenir, « le Passé n'est pas un fauteuil où s'assied la pensée mais un tremplin d'où elle s'élance ».

Car « lorsque le passé n'éclaire plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres ». L'affaire dite Adja Astou est profondément regrettable. Pour autant, je ne pense pas que ses propos devraient être considérés au premier degré, car ma conviction demeure qu'elle n'avait nullement l'intention de blesser une communauté, de surcroît celle à laquelle elle dit appartenir. Mais pour être honnête, je ne suis pas surpris qu'un tel dérapage advienne au niveau de nos médias d'aujourd'hui. Les critères qui fondent le recrutement de nos animateurs de radios et télévision, voire même de certains journalistes d'aujourd'hui, ne sont pas toujours en conformité avec les exigences du métier. C'est à croire que c'est le métier de journaliste qui connaît le plus grand nombre d'usurpateurs de fonction. Pourtant le journalisme fait partie des métiers les plus valorisants, des plus nobles qui existent dans le monde. Elèves, nous avons tous rêvé devenir journaliste, en voyant évoluer ces grands noms que je viens de citer. Un faux magistrat, un faux médecin est immédiatement arrêté et traduit en justice pour usurpation de fonction. Car il y a des métiers pour lesquelles l'absence de qualification dûment attestée peut avoir des conséquences catastrophiques sur la société.

C'est entre autres celui du médecin, du magistrat et du journaliste. Mais lorsque le choix d'un



homme ou d'une femme de media repose presque exclusivement sur sa capacité à faire le buzz ou sur l'exhibition de ses charmes ou de son apparence physique, de ses talents d'orateur, sans référence à son expérience de la vie, sa culture, sa connaissance de l'histoire de son pays, son niveau de formation, les valeurs qui sous-tendent sa société, il faut s'attendre malheureusement à ce qu'il y ait d'autres cas similaires à celui de cette jeune animatrice, débordante de sympathie, mais hélas, sans doute victime de son manque d'expérience. Sans préjuger de son niveau d'études et de formation, elle a pu être victime de son manque d'expérience dans ce délicat métier d'animateur. Lorsque dans les blocs opératoires des hôpitaux, les garçons de salle prennent la place des chirurgiens, c'est la morgue qui risque de recevoir beaucoup de cadavres. Ceux qui interviennent dans les médias ont la lourde tâche de nous informer, mais aussi et surtout de participer à l'éducation des citoyens que nous sommes. C'est sur eux que l'on compte pour que la presse ne soit pas, comme le disait Salvador Dali « un instrument de crétinisation de notre société ». Loin de nous la prétention d'enseigner aux autres leur métier, mais de notre posture de citoyen consommateur de nos productions médiatiques, nous sommes en droit de revendiquer plus de qualité dans les produits qui nous sont servis. A défaut, c'est la migration vers d'autres organes étrangers qui ne font que nous enfoncer dans les abysses d'un mimétisme béat des médias occidentaux. Je ne voudrais pas terminer sans magnifier le travail de la jeune génération de journalistes et animateurs dont certains font la fierté de nos médias, avec une mention spéciale aux femmes. Personnellement, je ne manque aucune occasion de les féliciter et de les encourager.

Pour le cas de Adja Astou, nous devons faire preuve d'indulgence et de pardon, surtout en cette fin du mois béni de Ramadan. Nous devons éviter surtout de donner à cette affaire une ampleur dont les conséquences pourraient devenir incontrôlables. Je ne connais pas cette dame personnellement, mais je souhaiterais que chacun de nous la considère comme sa propre fille, sa nièce ou sa sœur qui a simplement commis une bourde professionnelle. Laquelle ne doit en aucun cas briser sa jeune carrière, ni provoquer un conflit entre des communautés qui ont toujours vécu dans une parfaite harmonie.

Abdoul Aziz Tall, Conseiller en Management.

ADMINISTRATIONS ET STRUCTURES PUBLIQUES

Macky préconise la généralisation des contrats de performances



Le chef de l'Etat Macky Sall préconise «une généralisation des contrats de performance dans toutes les administrations et structures publiques», dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de réformes pour l'amélioration de l'environnement des affaires et de la compétitivité (PREAC), a-t-on appris de source officielle.

Le président de la République, «au sujet de la mise en œuvre du Programme de Réformes pour l'Amélioration de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité (PREAC), a demandé au Gouvernement d'aller vers une généralisation des contrats de performances dans toutes les administrations et structures publiques (...)».

Selon le communiqué du dernier Conseil des ministres tenu mercredi, dans ce cadre, il a également appelé le gouvernement à travailler à «consolider la place du secteur privé national tout en préservant la promotion du Sénégal comme destination privilégiée des investissements directs étrangers (IDE)».

Parlant de «la question de la gestion transparente et performante des programmes et projets de développement, le chef de l'État a invité le gouvernement à un suivi plus rigoureux, gage d'une bonne gouvernance et à la mise en place d'un dispositif alliant rationalité et efficacité pour une meilleure exécution», rapporte le communiqué.

«Sur la gouvernance normative des agences d'exécution et autres entités assimilées, note-t-il, le président de la République a demandé au gouvernement d'engager sans délai le processus de révision globale de leur cadre juridique qui devra surtout insister sur un encadrement restrictif en phase avec les obligations de résultats et de préservation des ressources publiques».

Le chef de l'Etat a en outre informé les membres du gouvernement «qu'il va présider très prochainement un Conseil Stratégique de pilotage des agences d'exécution avec l'ensemble des acteurs concernés», peut-on encore lire.

COMMUNIQUE :

SENELEC PROCÈDE AU CHANGEMENT DE TENSION DANS CERTAINES LOCALITÉS POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE SERVICE

Dans le souci d'améliorer la qualité de service auprès de sa clientèle, Senelec a entrepris un important projet de changement de tension au niveau de certaines localités de Dakar.

Il s'agit des secteurs suivants : Centre-ville de Dakar (Lancrenon1, Lancrenon2, Boulevard du Sud, GLAD 48, SCI Ferry, Huard Sarrat, SEBO), Université (Musée dynamique, Faculté des Lettres, Faculté des Sciences, Internat Garçons, IFAN, Sciences Nationales, Faculté de Médecine, Claudel 2, Rectorat, Nouveaux Bâtiments ISE), HANN (École Mariste, Élevage Labo, Baie de hann 2), DELAFOSSE (Lycée technique, Lycée technique bis, Lycée Commercial, Collège Technique), Hôpital Albert Royers.



Ce projet de changement de tension a pour objectifs de mettre aux normes le réseau électrique de Senelec, de réduire les pertes techniques et d'améliorer la qualité du service fournie aux clients, notamment les entreprises et les ménages.

Senelec informe que la première étape du projet de changement de tension consiste à un travail d'enquête et de prospection sur le terrain. Il sera mené par ses équipes auprès de l'ensemble des ménages et entreprise concernés.

Ainsi, Senelec invite tous les clients concernés par ce projet, à réserver le meilleur accueil possible à ses agents et prestataires pour faciliter leur travail. Tous les frais sont à la charge de Senelec.

Selec présente ses excuses à sa clientèle pour les éventuels désagréments occasionnés par ce projet.

Gawlo.net (avec Aps)

MOUHAMADOU MAKHTAR CISSÉ :

Les centrales de Senelec seront converties au gaz en 2022



Le ministre du Pétrole et des Énergies Mouhamadou Makhtar Cissé a réaffirmé lundi à Dakar l'option du gouvernement de convertir au gaz les centrales de SENELEC, la société nationale d'électricité du Sénégal, à partir de 2022, pour accéder à une énergie "plus propre".

"L'objectif est d'arriver en 2022 à la conversion des centrales de SENELEC au gaz, pour nous

permettre d'avoir une énergie plus propre", une option qui vient s'ajouter aux "efforts qui ont été faits dans le domaine du renouvelable, des centrales solaires", a-t-il déclaré.

Mouhamadou Makhtar Cissé s'entretenait avec les journalistes, en marge de la deuxième réunion du comité stratégique du projet Grand Tortue Ahmeyim (GTA) pour le

développement et l'exploitation du gisement de gaz naturel à cheval entre le Sénégal et la Mauritanie.

"Si on n'arrive à convertir nos centrales au gaz, nous aurons les meilleurs mix au monde. Je pèse bien mes mots, nous aurons du gaz, de l'éolien, du solaire en plus de l'hydraulique", a souligné l'ancien directeur général de SENELEC.

Selon lui, le président de la République peut se prévaloir d'un certain volontarisme sur la question du mix-énergétique, les découvertes de gaz et de pétrole venant conforter cette option du Sénégal d'avoir "une énergie plus propre à un coût compétitif réduit et un prix au consommateur plu intéressant".

"Nous ferons l'électricité avec notre propre gaz, c'est la certitude qu'on pourrait avoir un coût d'exploitation réduit et des prix au consommateur beaucoup plus intéressant", a-t-il ajouté.

Le Sénégal et la Mauritanie ont convenu de développement et d'exploiter en commun le gisement de gaz dénommé "Grand Tortue Ahmeyim (GTA), mis à jour en 2016, à cheval sur la frontière maritime entre les deux pays.

En février 2018, le Sénégal et la Mauritanie ont signé un Accord de coopération inter-Etats (ACI) portant sur le développement et l'exploitation du champ GTA, avant de signer, en février de la même année, l'acte additionnel à l'ACI et relatif au régime fiscal et douanier applicable aux sous-traitants. Le début de la production de ce gisement gazier est annoncé en en 2022.

Gawlo.net (avec Kritik)

TRANSPARENCE DANS L'INDUSTRIE PETROLIERE ET GAZIERE : Le Sénégal veut être "une maison de verre"

Une concertation sur "le contenu local" de l'exploitation du pétrole et du gaz se tiendra fin juin-début juillet, a annoncé lundi à Dakar, le ministre du Pétrole et des Énergies Mouhamadou Makhtar Cissé.

"Au plus tard à la fin de ce mois et début juillet, un grand atelier sera organisé sur le contenu local. Tous les acteurs seront invités", a-t-il annoncé dans un entretien avec des journalistes, en marge de la deuxième réunion du comité stratégique du projet Grand Tortue Ahmeyim (GTA) pour le développement et l'exploitation du gisement de gaz naturel à cheval entre le Sénégal et la Mauritanie. Sur cette question, "il n'y a rien à cacher", a indiqué le ministre du Pétrole et des Énergies, assurant que le Sénégal veut être dans ce domaine

"une maison de verre. Tout sera discuté et tous les points de vue seront acceptés". "Quand il y a du pétrole et du gaz, ça suscite une certaine excitation. C'est normal, ce sont les ressources les plus puissantes au monde. Tous les pays veulent en avoir, c'est le moteur de l'économie mondiale (...)", mais il "ne peut y avoir un meilleur cadre de transparence que de tout régenter par des lois et décrets. C'est le cas du Sénégal", a souligné Mouhamadou Makhtar Cissé.



Il a annoncé l'intégration de membres de la société civile et de l'opposition au Comité stratégique du pétrole et du gaz (COS-PETROGAZ), en soulignant que ces derniers vont signer une charte éthique qui les astreint à respecter un certain nombre d'obligations. S'agissant de la sécurité des plateformes et des eaux territoriales, Mouhamadou Makhtar Cissé a dit l'option de l'État de confier ce volet à la Marine nationale.

"Il ne s'agira pas pour nous de privatiser la sécurité maritime. Ça ne sera pas le but de l'opération. C'est la Marine nationale qui va vieller sur nos eaux territoriales avec ses moyens, avec la contribution des compagnies", a précisé le ministre du Pétrole et des Énergies.

LE SERMENT DE THÉOPHRASTE

Par Mamadou Ndiaye

Les journalistes et les médecins exercent deux métiers distincts. Mais, ils ont en commun une démarche basée sur la quête d'informations que les premiers finissent par publier, donc diffuser quand les seconds additionnent des éléments de connaissance pour mieux cerner le mal. La finalité d'utilisation constitue le premier trait de différenciation.

Tous les deux cultivent le goût du secret. Il s'agit d'une arme redoutable. D'où la délicatesse de son maniement. D'où le professionnalisme que requiert au quotidien la pratique. Mieux, cette gestion du secret chez les toubibs trouve sa légitimation dans l'obéissance au Serment d'Hippocrate, modèle d'attachement à des valeurs qui, loin de tomber dans la désuétude, gardent de nos jours toute leur fraîcheur. Morceau choisi de ce légendaire viatique : « Quoi que je voie ou entende dans la société pendant, ou même hors de l'exercice de ma profession, je tairai ce qui n'a jamais besoin d'être divulgué, regardant la discrétion comme un devoir en pareil cas. » Admirable de concision et de précision.

Une seconde lecture du même engagement donne l'impression que le « père de la médecine » s'adresse aux journalistes qui, hélas ballotés entre l'urgence, l'empressement et la précipitation, manquent de recul pour se prémunir des emportements et des fureurs de la société. Or, eux n'ont pas de Serment. Et pourtant le Français Théophraste de Renaudot, né en 1586 et mort en 1653, apparaît comme la référence du journalisme parce que décrit pour « son opiniâtreté, son intelligence, ses talents d'intrigue et sa remarquable curiosité ».

Perçu comme un contrat moral, le serment lie le journaliste à une éthique par l'engagement qui fait foi de son respect des règles édictées. Faute de quoi c'est la porte ouverte aux abus et aux dérives. Les victimes se comptent par milliers. Qu'il s'agisse des personnes incriminées ou du public souvent « mené en bateau ». En outre le journaliste doit protéger ses sources. Autrement dit, révéler sa source est une faute lourde de consé-

quence. Sinon, plus personne n'accorderait du crédit à la parole du journaliste.

Quand des mains inexpertes agissent sans doigté, les dégâts collatéraux sont énormes. Il en va du journalisme comme de la médecine. Le monde de la presse est ouvert, ce qui, en soi, est salubre eu égard à la richesse résultant de la diversité des profils s'activant dans le milieu. En revanche, l'absence de « Chemin de Damas » livre les médias à une certaine précarité accentuée aujourd'hui par le brouillage des repères et la lente dégradation des conditions de vie des gens de presse.

Faute de ressaisissement, la profession court à sa perte alors que de formidables opportunités de récréation jalonnent sa séduisante trajectoire. Au moment où la presse traditionnelle bat de l'aile, les nouvelles technologies sont porteuses d'une promesse de renouvellement de l'offre éditoriale. Il appartient aux professionnels de décoder cette conjoncture en allant à la conquête des réserves de croissance que recèle ce métier !

Le Groupe E-Media, toutes voiles dehors, s'enorgueillit d'avoir tous ses supports déjà opérationnels. Après le site www.emedia.sn et iRadio, entamés au mois d'octobre 2018, le vaisseau-amiral iTV jette les amarres et se projette dans un écosystème en pleine restructuration.

Des confrères de renom, résistants et éclaireurs à la fois, nous apportent leur soutien plus que motivant. Ces aînés des temps pionniers, à l'image de Babacar Touré, ont su, avec intelligence et habileté, conquérir les libertés, élargir le spectre démocratique et insuffler le pluralisme dans un contexte qui s'y prêtait moins. Il ne viendrait à personne l'idée de se substituer à ces monstres de la Presse. Ils ont parlé quand il le fallait. Ils ont passé le relais.

La période est rude et âpre. L'idée de progrès nous passionne. De même que celle de la paix. Cette option éditoriale n'est point antinomique avec la rentabilité parce que garante de notre liberté, elle, non négociable. En définitive, est-il possible de guérir le corps malade sans remuer les douleurs enfouies ?



Abdoulaye Daouda Diallo livre la vérité des caisses de l'État



Selon le ministère des Finances et du Budget, «les récentes notations des Agences Moody's et Standard & Poor confirment l'excellente qualité de la signature du Sénégal». Réfutant ainsi l'existence d'une tension de trésorerie alors l'État dispose d'une capacité financière qui pourrait être confortée par le recours aux marchés financiers, la tutelle explique que notre pays dispose de capacités éprouvées pour payer à bonne date ses salaires, sa dette et assurer l'exécution correcte des autres postes budgétaires du fonctionnement et de l'investissement.

Devant le gap budgétaire de 100 milliards annoncé par Ousmane Sonko et l'affirmation de Thierno Alassane Sall selon laquelle on s'achemine vers un ajustement structurel, le ministère a évoqué des faits et des chiffres véritables au sein de ses services techniques, dans les livres de la BCEAO et auprès d'institutions internationales telles que le FMI, pour démontrer les informations avancées quant aux questions de trésorerie que traverse le Sénégal.

«MOINS-VALUES DE RECETTES PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS»

Selon le document, «il est clair qu'il a été enregistré au premier trimestre 2019 un ralentissement de l'activité économique du à l'élection présidentielle et qui s'est traduit par des moins-values de recettes budgétaires de 18,7 milliards de FCfa puisque comparativement à l'objectif de 529,8 milliards de FCfa, les recettes budgétaires cumulées à fin mars 2019 se sont chiffrées à 511,2 milliards de FCfa». Le ministère promet que «les mesures d'amélioration de recettes retenues dans le cadre du projet de loi de Finances, Rectificative (LFR) pour l'année 2019 permettent de résorber cette moins-value, voire recettes en fin projection de trou-

dans le budget de 345 milliards». Il précise que «pour ce qui est des dépenses», sur les prévisions de la Loi de finances Initiale (LFI) 2019 d'un montant de 4 104 milliards de FCfa incluant les reports de crédits de 2018 sur 2019, l'exécution a porté au premier trimestre 2019 sur un montant de 1217,6 milliards de FCfa, soit un taux d'exécution de 29,7%». Selon le communiqué, «dans un tel contexte, parler d'ajustement structurel revient à méconnaître les raisons économique tendant à la mise en œuvre d'une telle politique et portant sur un déséquilibre externe et un déséquilibre interne ainsi qu'un endettement insoutenable». Le document souligne les taux de croissance économique significatifs (plus de 6%), une diminution continue du déficit budgétaire (objectif maintenu à 3% en 2019)». A cela s'ajoute «une faible inflation et une baisse du déficit du compte des transactions courantes ; un profil de pays à faible risque de surendettement notamment, grâce au faible cout de sa dette, à dominante concessionnelle, avec une maturité moyenne élevée».

Gawlo.net (avec kritik)

ATTAQUES CONTRE LES PARTIES PRENANTES AU DIALOGUE :

Me El Hadji Diouf traite Ousmane Sonko d'indiscipliné, incorrect, ignorant et impoli

La conférence de presse de Me El Hadji Diouf était très attendue après les révélations de Bbc mouillant ses clients Aliou Sall et Frank Timis dans des histoires de corruption sur le pétrole sénégalais. Mais l'avocat n'a pas souhaité s'y étendre. Alors qu'il s'est gardé d'évoquer ce sujet polémique durant son propos introductif, Me Diouf, interpellé, répond laconiquement : «Je vous renvoie aux intéressés. Je ne suis qu'un mandataire. En ce moment (hier après-midi), M. Aliou Sall est en train de tenir une conférence de presse. Donc, je ne suis pas fondé à commenter ces informations.»

A la place, le leader du Parti des travailleurs et du peuple (Ptp) s'est longuement attardé sur la sortie de Ousmane Sonko qui a rejeté la semaine dernière le dialogue national lancé par le Président Macky Sall. Sans nommément citer le leader de Pastef, l'avocat s'assigne désormais comme «mission fondamentale» de «démasquer» et de «deshabiller» Ousmane Sonko, un «délinquant à col blanc». Me El Hadji Diouf d'ajouter : «Il a dit où était Famara



Ibrahima Sagna lorsque Macky Sall violait la loi ? Mais Famara Ibrahima Sagna est un homme réservé, qui ne prend aucune position. On ne l'entend pas dans des polémiques. C'est un sage reconnu au sein de la majorité comme de l'opposition.» Pour Me Diouf, Sonko est un

«bébé politique porté par quelques ignorants» et qui «se considère comme le centre du monde depuis ses 15%» à l'élection présidentielle.

Par ailleurs, Me El Hadji Diouf appelle les Africains à «venir en aide» au Peuple béninois face à Patrice Talon. L'avocat de l'opposant en exil, Komi Koutché, lance un «appel solennel» au Président Macky Sall pour inviter le chef de l'État du Bénin à «rectifier le tir avant qu'il ne soit trop tard». Selon lui, M. Talon opère une «chasse à l'homme» contre ses opposants dont Komi Koutché, ancien ministre des Finances sous Yayi Boni et accusé par la justice béninoise d'enrichissement illicite. «Il est grand temps de faire comprendre à Talon qu'il va comparaître devant la Cpi pour assassinat de paisibles Béninois. Cet homme est devenu dangereux. Depuis qu'il est au pouvoir, il a instauré un régime dictatorial qui viole tous les droits des citoyens», dénonce Me El Hadji Diouf qui fait savoir que son client se trouve actuellement aux Etats-Unis.

Gawlo.net (avec Le Quotidien)

INSTALLÉE À LA TÊTE DU CESE, AMINATA TOURÉ RASSURE:

«Je souhaiterai montrer toute la pertinence et l'utilité de cette Institution»



Aminata Touré, nouvelle présidente du Conseil économique, social et environnemental, installée, lundi dernier, a dévoilé sa feuille de route qu'elle compte mener pour bien réussir sa mission.

Nommée, depuis le mardi 14 mai dernier par un décret présidentiel à la tête du Conseil économique et environnemental (Cese), Aminata Touré a été officiellement installée, le lundi 03 juin, à son nouveau poste. Et lors de la cérémonie tenue dans les locaux de ladite Institution, elle a tenu, d'abord, à rendre un hommage à son prédécesseur Aminata Tall, qui, selon elle, est un exemple de leadership sénégalais. Cependant, pour réussir sa mission qui lui est assignée par le chef de l'État, Macky Sall, l'ancien premier ministre a décidé de privilégier la communication, pour, dit-elle, être en contact permanent avec les populations.

«Nous souhaitons engager cette mission avec l'ensemble des acteurs du secteur économique, culturel pour la préservation de notre environnement, en vue de formuler des recommandations utiles aux populations et au président de la République. Et je voudrais, aussi, engager nos amis de la presse à nous visiter et à nous fréquenter, régulièrement et assidûment, pour la vulgarisation de nos travaux au sein de la Communauté», a souligné l'ex-Envoyée spéciale du chef de l'État.

Mais ce n'est pas tout, car elle «souhaiterait montrer toute la pertinence et l'utilité de cette grande Institution, en partageant, très largement, les conclusions de ses travaux qui s'inspireront des préoccupations des Sénégalais et notamment des jeunes et des femmes».

«Le Président Macky Sall, d'après une première évaluation qu'il a faite, a intégré plus de 70% des propositions qui se retrouvent dans les programmes des différents ministères»

La nouvelle présidente du Conseil économique, social et environnemental a été également interpellée sur certains Rapports qui sont souvent rangés dans les tiroirs et qui restent méconnus du grand public. Et pour se dédouaner, elle a fait savoir que 70% des propositions ont été soumises au chef de l'État. «Le Président Macky Sall, d'après une première évaluation qu'il a faite, a intégré plus de 70% des propositions qui se retrouvent dans les programmes des différents ministères».

Pour Mimi Touré, il s'agira davantage de partager le contenu de ces Rapports et de les mettre à la portée des Sénégalais», a promis l'ex-ministre de la Justice. L'environnement n'est aussi en reste dans ses ambitions à la tête de cette Institution, surtout sur le Programme «zéro déchet» lancé par le Président Macky Sall. «Nous souhaitons engager cette mission, avec l'ensemble des acteurs du secteur économique, culturel et de tous les ceux qui œuvrent pour la préservation de l'environnement, en vue de formuler des recommandations utiles pour les populations», a-t-elle dit.

Gawlo.net (avec SourceA)

AFFAIRE DES CINQ PERSONNALITÉS PROPOSÉES PAR OUSMANE SONKO POUR LE DIALOGUE:

Les précisions de Mamadou Diop Decroix



Dans une de ses éditions, «SourceA» révélait en exclusivité la teneur de la réunion d'évaluation du Front de résistance nationale portant sur sa participation au lancement du dialogue national et à la mise en place de la Commission cellulaire. A cet effet, le journal a écrit que la récente sortie d'Ousmane Sonko, leader du «Pastef», contre les membres du Frn ayant pris part audit lancement, a cristallisé les débats.

Ce n'est pas tout, car, rendant compte des échanges, le journal renseignait que Mamadou Diop Decroix, coordonnateur du Frn a expliqué aux membres de celui-ci que le leader de «Pastef» lui avait proposé cinq personnalités pour présider aux destinées du dialogue national.

Eh bien, Mamadou Diop Decroix a saisi la Rédaction de «SourceA», aux fins d'une petite précision. «C'est au cours d'une réunion interne des leaders du Front de résistance nationale que j'ai répondu à la question d'un collègue qui voulait savoir quels étaient celles et ceux qui ont eu à formuler des propositions de personnalités pour conduire le dialogue politique et non le dialogue national», a, d'emblée, dit Mamadou Diop Decroix. Qui renchérit: «Parmi les leaders qui ont fait des propositions et que j'ai cités figurait Ousmane Sonko. J'insiste sur le fait qu'il s'agissait bien du dialogue politique».

Poursuivant, le très courtois coordonnateur du Front de résistance nationale en a rajouté cette couche: «Ces propos ont été tenus dans un cadre interne. Quand je dis des choses, je les dis, clairement, et les assume». Dans les écrits de «SourceA», le journal expliquait, également, qu'en père de famille et rassembleur, le député avait souhaité que l'incident soit clos.

D'ailleurs, une Commission de conciliation a été proposée pour prendre langue avec tous les membres du Frn, qui n'ont pas encore adhéré au dialogue national. A l'image d'Idrissa Seck, Ousmane Sonko, entre autres. Mais la question, qui mérite d'être posée, est de savoir comment certains leaders du Front peuvent accepter de siéger autour de la table du dialogue politique et refuser de parler avec Macky Sall, quand il s'agit du dialogue national?

Gawlo.net (avec SourceA)



Centre de remise en forme

Rue 9 X Corniche, IMMEUBLE MKR 1er étage, (221)

33 823 26 57

SERVICE ONGLERIE

- PEDICURE**
- MANUCURE**
- POSE CAPSULES**
- POSE GEL**
- FRENCH MANUCURE**
- NAIL ART**
- RESINE GEL**

